

L'info du mois

Un espace dédié à l'évaluation des politiques publiques

Le secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP) propose un espace entièrement consacré à l'évaluation des politiques publiques. Une démarche fondée sur le principe de transparence et qui regroupe l'ensemble des informations et documents disponibles sur chaque évaluation lancée dans le cadre de la Modernisation de l'action publique (MAP).

Tout savoir sur l'évaluation

Les nouvelles acquisitions du centre de documentation

- Administration, collectivités locales
- Culture, Histoire
- Communication
- Droit, institutions
- Économie
- Enseignement
- Environnement
- Finances publiques, fiscalité
- Logement, urbanisme, transports
- Questions internationales
- Questions sociales, population Santé
- Société
- Travail, emploi
- Vie politique, Élections

Administration, collectivités locales

Administration, fonction publique

Article – L'emploi dans la fonction publique en 2013 : Hausse des effectifs dans les trois versants de la fonction publique

Sénigout Émilie ; Duval Jonathan, *Insee première*, Avril 2015, n°1544, 4 p., (Réf. n°18225)

Au 31 décembre 2013, 5,6 millions de salariés travaillent en France dans la fonction publique. Sur un an, les effectifs globaux progressent de 1,5 %.

Article – La Cour des Comptes parle "d'irrégularité"

Mémento, Mars 2015, n°430, 2 p., (Réf. n°18211)

Le rapport 2015 de la Cour des Comptes consacre un chapitre, à un vieux serpent de mer, la sur-rémunération des fonctionnaires en Outre-mer. L'institution parle "d'irrégularité" et suggère de "refonder un nouveau dispositif".

Question ministérielle – Question écrite : outre-mer - COM : Wallis et Futuna - fonctionnaires basés en métropole. continuité territoriale [n°51233], Polutélé Napole, *Journal officiel de la République française - Questions - Réponses : débats - Assemblée Nationale*, 7 avril 2015, 2 p., (Réf. n°18258)

M. Napole Polutélé attire l'attention de Mme la ministre de la réforme de l'État sur la situation des fonctionnaires nationaux et territoriaux originaires des îles de Wallis et Futuna à l'égard du principe dit de continuité territoriale. Il lui demande de lui préciser quels sont les indemnités, aides et avantages dont peuvent bénéficier ces fonctionnaires dès lors que, en poste en métropole ils souhaitent pouvoir se rendre auprès de leur famille sur le territoire de Wallis et Futuna.

Collectivités locales

Article – Acte unilatéral : Droits créés par une promesse unilatérale de vente. CE, 2 avril 2015, Commune de Case-Pilote, n°364539, Biget Carine, *Actualité juridique - Droit administratif*, 20 avril 2015, n°13, 1 p., (Réf. n°18222)

La société Cap Caraïbes a demandé au tribunal administratif de Fort-de-France d'annuler la délibération du 8 septembre 2008 par laquelle le conseil municipal de Case-Pilote a décidé de rétracter la promesse unilatérale de vente d'un terrain que la commune lui avait consentie par acte authentique du 18 décembre 2007.

Culture, histoire, sports

Patrimoine culturel, Histoire

Article – Focus : Daniel Maximin, la passion de l'universalité

Terrasse Marie-Ange, *Nouvelles Semaine*, 17-23 avril 2015, n°253, 2 p., (Réf. n°18231)

Echanges avec l'invité d'honneur du 4e congrès des écrivains de la Caraïbe, le poète et romancier guadeloupéen Daniel Maximin.

Lire aussi [France-Antilles Guadeloupe du 15/04/2015](#)

Communication

Article – Les relations entre l'administration et les citoyens à l'ère numérique : la quête de la simplification, Pontier Jean-Marie, *Semaine juridique (La) - Administrations et collectivités territoriales*, 20 avril 2015, n°16, 6 p., (Réf. n°18220)

Trois ordonnances, qui font l'objet de ce commentaire, ont été prises le 6 novembre 2014. Elles s'inscrivent toutes les trois dans le cadre de cette vaste politique, qui connaît des expressions très diverses et qui est toujours à poursuivre, de la simplification des relations entre l'administration et les citoyens. Mais elles sont assez différentes dans leur contenu. La première est relative à une extension de la communication des actes administratifs, les avis pouvant, sous certaines limitations, être communiqués. Les deux autres ont trait à l'avènement de « l'administration électronique » avec la possibilité, pour les commissions, de délibérer à distance et, pour les citoyens, de se voir reconnaître un droit à saisir les services administratifs par le recours à la voie électronique.

Droit, institutions

Droit civil, Droit public, Légistique

Texte officiel – Instruction relative à l'acquisition de la nationalité française, Cazeneuve Bernard, *France. Ministère de l'Intérieur*, 30 mars 2015, 3 p., (Réf. n°18223)

Le Ministre de l'intérieur a adressé aux préfets une instruction qui a pour objectif d'assurer une certaine homogénéité dans l'application des règles d'acquisition de la nationalité française.

Article – Vers la fin du secret des avis du Conseil d'Etat sur les projets de loi ?

Bouvier Laure-Alice, *Actualité juridique - Droit administratif*, 23 mars 2015, n°10, 5 p., (Réf. n°18205)

Le Président de la République a annoncé le 20 janvier son souhait de rendre publics les avis du Conseil d'Etat sur les projets de loi. C'est un débat ancien qui devrait ainsi trouver sa conclusion, les uns prônant depuis longtemps cette publication au nom de la transparence, les autres craignant que la haute assemblée soit ainsi entraînée dans des débats politiques. Des questions restent posées, notamment sur l'ampleur de la publicité ainsi donnée et sur l'étendue de cette ouverture.

Article – Le contentieux de l'indemnisation des victimes d'essais nucléaires, Cour administrative d'appel de Bordeaux, 13 janvier 2015, n° 14BX01469, Katz David, *Actualité juridique - Droit administratif*, 30 mars 2015, n°11, 6 p., (Réf. n°18206)

La loi du 5 janvier 2010 prévoit un régime de présomption destiné à faciliter l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français. Pourtant, en cinq ans d'application, elle n'a permis d'indemniser qu'un petit nombre de personnes. Il en résulte un contentieux relativement abondant devant les juridictions du fond.

Article – Indemnisation des victimes des essais nucléaires : L'Association Tamarii Moruroa demande de ne plus déposer les dossiers au Civen, Martin Pascal, *La Dépêche de Tahiti*, 25 avril 2015, 1 p., (Réf. n°18255)

L'indemnisation des victimes des essais nucléaires est un véritable problème qui a toujours été source de discordes, voire d'oppositions frontales entre les associations de défense des droits des victimes et l'Etat. La loi Morin qui était censée résoudre les litiges, trouve selon l'association Tamarii Moruroa, présidée par Yannick Lowgreen, « ses limites dans son article 4-2, qui mentionne le caractère négligeable du risque auquel ont été soumises les victimes ». Pour cette association, cet article 4-2 de la loi Morin est source de tous les problèmes d'indemnisation.

Article – Le contentieux de l'éloignement des étrangers dans certaines collectivités territoriales d'outre-mer, Vatna Loïc, *Revue française de droit administratif*, Mars-Avril 2014, n°2/2014, p.239-246, (Réf. n°18207)

L'éloignement des étrangers constitue un objet précieux d'étude, non seulement parce qu'il est un révélateur de la contradiction entre la mondialisation techno-économique et le hérissément des barrières de souveraineté, mais aussi et surtout parce qu'il est un lieu privilégié d'observation de la confrontation entre intérêts supérieurs de l'Etat et droits fondamentaux de la personne humaine. Ces brèves remarques mettent en lumière la singularité du droit de l'éloignement en outre-mer.

Article – Du référé précontractuel en Nouvelle-Calédonie et de la lecture finaliste du principe d'égalité, Langelier Élise, *Semaine juridique (La) - Administrations et collectivités territoriales*, 20 avril 2015, n°16, 1 p., (Réf. n°18219)

La société TAT, spécialisée dans les services aériens, a demandé au juge des référés du tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie, sur le fondement de l'article L. 551-24 du code de justice administrative, d'annuler la procédure de passation du marché de missions de service médical d'urgence par hélicoptère (SMUH) lancée par le centre hospitalier territorial de Nouvelle-Calédonie.

CE, 10 avril 2015, n° 386912, Société TAT en pièce jointe.

Article – Compétence du juge judiciaire en matière d'action domaniale : Tribunal des conflits 13 avril 2015, Province des Iles Loyauté / Compagnie maritime des Iles, n°3993, Pastor Jean-Marc, *Actualité juridique - Droit administratif*, 27 avril 2015, n°14, 3 p., (Réf. n°18252)

Si le juge administratif rejette une action en matière de contravention de grande voirie (CGV) pour procédure irrégulière, la personne publique peut porter devant le juge judiciaire son action en responsabilité contre la personne privée qui a causé des dommages au domaine public.

Droit d'outre-mer

Document parlementaire – Projet de loi relatif à la modernisation du droit de l'outre-mer [n°422], - Valls Manuel ; Pau-Langevin George, *France. Sénat*, Paris, 29 avril 2015, n°422, 113 p., (Réf. n°18266)

Depuis 2012, le Gouvernement s'est attelé à prendre des mesures législatives importantes pour les outre-mer, qu'il s'agisse de la réforme du modèle économique ultramarin avec la loi n° 2012-1270 du 20 novembre 2012 relative à la régulation économique outre-mer et portant diverses dispositions relatives aux outre-mer ou de la révision de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie. Toutefois, il apparaît aujourd'hui nécessaire de moderniser la législation en vigueur dans la plupart des collectivités ultramarines, dont il apparaît qu'elle ne répond pas totalement aux enjeux auxquels chacun de ces territoires est confronté.

Article – Un projet de loi organique sur les listes électorales de la Nouvelle-Calédonie, Poupeau Diane, *Actualité juridique - Droit administratif*, 20 avril 2015, n°13, 1 p., (Réf. n°18232)

La ministre des outre-mer, George Pau-Langevin, a présenté lors du conseil des ministres du 8 avril 2015 un projet de loi organique relatif à la consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté. Ce texte modifie la loi organique du 19 mars 1999 afin de faciliter les inscriptions sur la liste électorale spéciale en vue de la consultation, qui devra intervenir d'ici 2018.

- Compte rendu du Conseil des ministres du 8 avril 2015 : [Consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté](#)

Document parlementaire – Projet de loi organique relatif à la consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté [n°402], Valls Manuel ; Pau-Langevin George, *France. Sénat*, Paris, 8 avril 2015, n°402, 47 p., (Réf. n°18233)

Conformément aux conclusions du XIIème comité des signataires, le présent projet de loi organique vise à faciliter les inscriptions sur la liste électorale spéciale en vue de la consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté. Il dispense de démarches et formalités d'inscription sur les listes électorales jugées contraignantes certaines catégories d'électeurs lorsque cela est juridiquement et matériellement possible.

Ce projet de loi contient, en annexe l'étude d'impact.

Texte officiel – Avis du Conseil d'Etat, Section de l'intérieur, Séance du jeudi 2 avril 2015 sur le projet de loi organique relatif à la consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté [n°389.785], *France. Conseil d'Etat*, 2 avril 2015, 2 p., (Réf. n°18234)

Texte officiel – Avis du Conseil d'Etat, Section de l'intérieur, Séance du jeudi 29 janvier 2015 sur des dispositions relatives à la mise en œuvre de la consultation relative à l'évolution de l'organisation politique de la Nouvelle-Calédonie [n°389.573]

France. Conseil d'Etat, 29 janvier 2015, 6 p., (Réf. n°18235)

Document parlementaire – Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1380 du 21 novembre 2014 rapprochant la législation des transports applicable à Mayotte de la législation applicable en métropole et portant adaptation au droit européen de la législation des transports applicable à Mayotte [n°389], Valls Manuel ; Royal Ségolène, *France. Sénat*, Paris, 1er avril 2015, n°389, (Réf. n°18217)

Dans le domaine du transport routier, ce projet de loi vise à adapter au droit européen la législation applicable à Mayotte en matière de réglementation sociale du transport et d'accès au marché du transport par route.
- [ordonnance n° 2014-1380 du 21 novembre 2014](#)

Question ministérielle – Question orale sans débat : Dispositions relative aux outre-mers du futur projet de loi relatif au code minier [n°1006S], Patient Georges, *Journal officiel de la République française - Compte rendu : débats - Sénat*, 11 mars 2015, (Réf. n°18210)

M. Georges Patient attire l'attention de Mme la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie sur la réforme du code minier. Il souhaiterait connaître la suite que le Gouvernement entend donner aux dispositions relatives aux outre-mer.

Article – Contribution pour l'aide juridique : inapplicabilité aux saisines de juridictions situées sur des territoires français autonomes fiscalement, *Revue de droit fiscal*, 2 Avril 2015, n°14, (Réf. n°18218)

Le Conseil d'État juge qu'en raison de sa nature fiscale, la contribution pour l'aide juridique n'est pas applicable en Nouvelle-Calédonie, territoire autonome fiscalement.
CE, 10e et 9e ss-sect., 30 déc. 2014, n° 361978, Sté Établissements Bargibant en pièce jointe

Secteur économique : Agriculture - Pêche

Article – Agriculture : Que se passe-t-il avec le bœuf pays, de La Réunion ?, De Witte Ignace, *Mémento*, Avril 2015, n°432, 1 p., (Réf. n°18267)

Alors que la population augmente, donc le marché, le nombre de bovins pays qui finissent dans les assiettes réunionnaises est en baisse.

Secteur économique : Entreprises – Energies/Matières premières

Article – Polynésie française : Bilan : les créations d'entreprises en 2014 : Hausse des créations d'entreprises, Ellacott Karine, *Points Forts de la Polynésie française*, Mars 2015, n°4, 8 p., (Réf. n°18201)

En 2014, le nombre des créations pures d'entreprises dans les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) augmente de 7 % par rapport à 2013

Article – Energie à La Réunion : La chaîne électricité, un autre des "grands chantiers" du territoire, - *Mémento*, Mars 2015, n°430, 2 p., (Réf. n°18214)

Si EDF n'est pas le seul producteur d'électricité de l'île, il en est l'acheteur et le distributeur unique. A ce titre, et dans le cadre de sa mission de service public, l'entreprise intervient sur des fronts multiples. Ces derniers ont été rappelés à l'occasion du bilan 2014 dressé pour La Réunion.

Article – Un projet d'exploitation industriel de l'or, Bouillaguet Stéphanie, *France-Antilles Guyane*, 22 avril 2015, 1 p., (Réf. n°18229)

La société canadienne Columbus Gold et sa filiale guyanaise Sotrapmag ont organisé le 20 avril 2015, une visite du site de Montagne d'or, dans le secteur de Paul-Isnard, à une centaine de kilomètres au sud de Saint-Laurent. Columbus Gold a le projet d'y exploiter la ressource aurifère à une échelle industrielle. Une première en Guyane.

Secteur économique : Tourisme

Article – Le tourisme outre-mer : une mutation nécessaire

Institut d'émission des départements d'outre-mer, Paris Cedex 12, Collection : Les notes de l'Institut d'émission, Mars 2015, 35 p. + Annexes, (Réf. n°18247)

Emblématique en termes d'image mais aussi susceptible d'exercer des effets d'entraînement sur les autres secteurs de l'économie, le tourisme occupe une place centrale dans les économies d'outre-mer.

[Communiqué de presse](#)

Article – Fréquentation touristique 2014 : Le marché français s'enlise, les marchés européens progressent fortement, Legros Françoise, *Insee Analyses Réunion*, Avril 2015, n°7, 4 p., (Réf. n°18243)

En 2014, le nombre de touristes en provenance de l'extérieur de La Réunion baisse de nouveau (- 2,5 %), mais plus légèrement qu'en 2013 (- 6,8 %) ou 2012 (- 5,3 %). Cette année encore, les touristes métropolitains, largement majoritaires, se sont moins déplacés. Mais le nombre de voyageurs en provenance des autres pays européens, notamment d'Allemagne, de Suisse et de Belgique, progresse de 49 %.

Article – Tourisme à La Réunion : Le Palm Hôtel & Spa montre la voie, *Mémento*, Mars 2015, n°430, 1 p., (Réf. n°18212)

Le Palm Hôtel & Spa est le premier hôtel de l'île de La Réunion certifié ecolabel européen. Second établissement de l'île à décrocher une 5ème étoile, le Palm place l'hôtellerie haut de gamme parmi les secteurs porteurs du tourisme à La Réunion. Il participe à son dynamisme et va clairement accentuer la visibilité internationale de l'île de La Réunion.

Situation économique

Article – Comptes définitifs 2010 Guadeloupe : Une reprise après une année 2009 très difficile, - Celeste Béatrice, *Insee Flash Guadeloupe*, Avril 2015, n°14, 2 p., (Réf. n°18226)

Après une année 2009 marquée par d'importants mouvements sociaux et la crise financière, le produit intérieur brut (PIB) de la Guadeloupe progresse en 2010 de 3,2 %. Il a dépassé en valeur, le niveau de PIB de 2008 de 1,9 point.

Article – Comptes définitifs 2010 Guyane : Une activité spatiale moins dynamique, compensée par la demande intérieure

Celeste Béatrice, *Insee Flash Guyane*, Avril 2015, n°14, 2 p., (Réf. n°18227)

Peu impacté par les crises sociales ou économiques, le produit intérieur brut (PIB) Guyanais progresse de 3,7 % en 2010, après avoir augmenté de 4,6 % en 2009. La consommation des ménages demeure le principal moteur de la croissance, soutenue par une forte croissance démographique. La situation financière des entreprises reste stable.

Article – Comptes définitifs 2010 Martinique : Une reprise portée par la consommation des ménages, Celeste Béatrice, *Insee Flash Martinique*, Avril 2015, n°14, 2 p., (Réf. n°18228)

Après une année 2009 marquée par des mouvements sociaux et la crise financière, le produit intérieur brut en valeur (PIB) de la Martinique progresse en 2010 de 3,4 %, dépassant son niveau de 2008 de 1,2 point. La consommation des ménages et des administrations publiques constitue le principal moteur de la reprise. La situation financière des entreprises s'est redressée, même si elles demeurent prudentes et modèrent leurs dépenses d'investissements.

Enseignement

Question ministérielle – Question écrite : outre-mer - postes - éducation populaire. La Réunion. perspectives [n°72174]

Premat Christophe, *Journal officiel de la République française - Questions - Réponses : débats - Assemblée Nationale*, 7 avril 2015, 1 p., (Réf. n°18259)

M. Christophe Premat attire l'attention de Mme la ministre des outre-mer sur l'appel qui a été lancé en faveur de l'éducation populaire à la Réunion par le Conseil économique, social et environnemental régional de la Réunion (CESER) et le Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement de La Réunion (CCEE).

Environnement

Article – La Réunion, futur Géoparc Unesco ?

Latournerie Romain, *Clicanoo : Journal de l'île de la Réunion*, 27 avril 2015, 1 p., (Réf. n°18246)

Déjà inscrite au patrimoine mondial de l'humanité, la Réunion pourrait bientôt postuler au réseau mondial des Géoparcs de l'Unesco.

Rapport – Evaluation du balisage et de la gouvernance de la réserve naturelle nationale marine de La Réunion, Lefebvre Etienne ; Sandrin Marc ; Nicolas Xavier, *France. Conseil général de l'environnement et du développement durable; France. Inspection générale des affaires maritimes*, Paris, Décembre 2014, n°009853-01, 86 p., (Réf. n°18202)

La mission, demandée par lettre du 30 juin 2014 au Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD), par le directeur de l'eau et de la biodiversité, au nom de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, a pour but d'analyser la gouvernance de la Réserve et de son gestionnaire, un GIP regroupant l'État, la Région, la Département, trois des communes les plus concernées et une intercommunalité. L'inspection générale des affaires maritimes (IGAM) y a été associée. Elle doit, de façon plus spécifique, évaluer l'adéquation du balisage maritime de la Réserve, actuellement très dégradé, suite notamment au dernier cyclone. La mission doit émettre des propositions d'améliorations sur ces deux sujets.

Rapport consultable sur [le site du Conseil général de l'environnement](#)

Article – Epée de Damoclès : La bombe à retardement de la Soufrière, Venutolo Xavier, *Le Courrier de Guadeloupe*, 17-23 avril 2015, 1 p., (Réf. n°18236)

Jean-Christophe Komorowski, physicien et volcanologue réputé, a expliqué dans une interview publiée sur le blog "Passeur de sciences" que la Guadeloupe fait partie des sites mondiaux les plus menacés par le risque volcanique et que sa vulnérabilité est sans doute sous-estimée.

En savoir plus : [Blog Passeur de sciences](#)

Article – Contestation d'un arrêté initial d'installation classée : Conseil d'Etat du 17 décembre 2014, n° 364779, *Actualité juridique - Droit administratif*, 27 avril 2015, n°14, 3 p., (Réf. n°18253)

Le Conseil d'Etat précise les conséquences de la délivrance d'un nouvel arrêté d'autorisation d'exploiter une ICPE sur l'issue du recours introduit à l'encontre de l'arrêté initial.

Finances publiques

Article – Interview : Didier Migaud : "La Cour des comptes n'a aucune animosité à l'égard de l'outre-mer", Corée Florent ; Talpin Jérôme, *Clicanoo : Journal de l'île de la Réunion*, 22 avril 2015, 1 p., (Réf. n°18230)

Le Premier président de la Cour des comptes entame le 22 avril 2015 une visite de 36 heures à La Réunion. Il assistera, ce jour, à l'audience solennelle de la chambre régionale avant de s'envoler pour Mayotte. Dans cet entretien, Didier Migaud aborde les grands dossiers : fonction publique, défiscalisation, tourisme, sur lesquels son institution s'est penchée au cours de ces dernières années.

Discours – Séance solennelle des chambres régionales des comptes de La Réunion et de Mayotte, Mercredi 22 avril 2015, Allocution de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes, - Migaud Didier, *La Réunion. Chambre régionale des comptes*, 22 avril 2015, 10 p., (Réf. n°18241)

L'audience solennelle des chambres régionales des comptes de La Réunion et de Mayotte s'est tenue à Saint-Denis le 22 avril 2015, en présence de M. Didier Migaud, Premier président de la Cour des comptes. En pièce jointe, article de presse du Quotidien de La Réunion du 23/04/2015

Fiscalité, défiscalisation

Document parlementaire – Rapport fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer [n°407], Doligé Eric, *France. Sénat*, Paris, 15 avril 2015, n°407, 171 p., (Réf. n°18221)

L'octroi de mer, impôt applicable dans les départements d'outre-mer sur les importations et les livraisons de biens produits localement, compte parmi les plus anciennes taxes de la fiscalité française, son principe remontant au « droit des poids » mis en place en Martinique dès 1670. Progressivement étendu à l'ensemble des départements d'outre-mer, il constitue désormais une ressource essentielle des collectivités de ces territoires. Son mécanisme, à l'origine proche d'un droit de douane, dans la mesure où seules les importations en étaient frappées, a été encadré par deux décisions du Conseil, en 1989 puis en 2004, afin d'assurer sa compatibilité avec le droit communautaire. La décision du Conseil n° 2004/162/CE du 10 février 2004 a apporté des modifications substantielles à ce dispositif qui ont été transposées, en droit interne, par la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer.

[Dossier législatif](#)

Document parlementaire – Projet de loi modifiant la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer [n°366]

Valls Manuel ; Pau-Langevin George, *France. Sénat*, Paris, 25 mars 2015, n°366, 72 p., (Réf. n°18208)

Le présent projet de loi retranscrit la nouvelle décision n° 940/2014/UE du Conseil du 17 décembre 2014 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises qui reconduit le dispositif jusqu'au 31 décembre 2020.

- [Dossier législatif](#)

Question ministérielle – Question écrite : impôts et taxes - taxe spéciale additionnelle - extension. outre-mer [n°56155]

Marie-Jeanne Alfred, *Journal officiel de la République française - Questions - Réponses : débats - Assemblée Nationale*, 24 mars 2015, 2 p., (Réf. n°18216)

M. Alfred Marie-Jeanne appelle l'attention de Mme la ministre de la culture et de la communication sur les suites qui seront données à la mission interministérielle d'expertise de novembre 2013 sur l'instauration, dans les départements d'outre-mer, de la taxe sur le prix des entrées dans les salles de cinéma.

Logement, urbanisme, transports

Aménagement foncier, Logement, urbanisme

Rapport – Le parc locatif des bailleurs sociaux à La Réunion : Situation au 1er janvier 2014, La Réunion. Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement, La Réunion, Février 2015, 72 p., (Réf. n°18237)

En 2013, 3268 nouveaux logements locatifs sociaux ont été livrés, 350 sont sortis du parc dont 167 logements qui ont été vendus, 160 qui ont été démolis et 23 qui ont changé d'usage. Le Parc Locatif Social a ainsi progressé de 2918 logements pour atteindre 61 892 logements au 1er janvier 2014.

Transports, voirie

Texte officiel – Avis délibéré de l'Autorité environnementale sur le projet stratégique 2014-2018 du grand port maritime de Guyane (973), France. Conseil général de l'environnement et du développement durable. Autorité environnementale, 14 janvier 2015, 19 p., (Réf. n°18203)

Article – Aménagement : La Réunion manque de routes

De Witte Ignace, *Mémento*, Mars 2015, n°430, 1 p., (Réf. n°18213)

Il y a à La Réunion 397 kms de routes nationales et 720 kms de routes départementales, pour une population de 840,000 habitants.

Question ministérielle – Question écrite : outre-mer - DOM-ROM : Guyane - transports aériens. enclavement. perspectives [n°66394]

Serville Gabriel, *Journal officiel de la République française - Questions - Réponses : débats - Assemblée Nationale*, 14 avril 2015, 2 p., (Réf. n°18257)

M. Gabriel Serville attire l'attention sur l'enclavement des territoires de l'intérieur guyanais.

Questions internationales

Europe - Affaires internationales – Coopération

Question ministérielle – Question écrite : contributions indirectes - accises - alcools. rhums d'outre-mer. soutien. politiques communautaires [n°70216], Marie-Jeanne Alfred, *Journal officiel de la République française - Questions - Réponses : débats - Assemblée Nationale*, 14 avril 2015, 2 p., (Réf. n°18260)

M. Alfred Marie-Jeanne attire l'attention de Mme la ministre des outre-mer sur l'évolution du marché du rhum et, singulièrement, sur celle de l'exportation des rhums des DOM vers l'Europe.

Questions sociales, population

Article – Le RSA en 2014 : une augmentation qui fléchit mais reste soutenue, Reduron Vincent ; Loubet Antoine, *Etudes et Résultats : DREES*, Mars 2015, n°908, 6 p., (Réf. n°18251)

Le revenu de solidarité active (RSA) est versé à 2 364 000 foyers allocataires dans la France entière au 30 juin 2014. L'évolution des principaux indicateurs du RSA s'inscrit dans un contexte de fragile éclaircie, marqué par un léger reflux du chômage, malgré une conjoncture économique encore atone.

Article – Une personne handicapée sur trois subit une restriction d'activité en Martinique, Augustine Nathalie ; Clarenc Philippe, *Insee Analyses Martinique*, Janvier 2015, n°3, 4 p., (Réf. n°18200)

En 2008, les personnes en situation de handicap représentent 18 % de la population martiniquaise, soit 2 points de plus qu'en France hexagonale. Un tiers de ces personnes est limité dans ses activités quotidiennes.

Question ministérielle – Question au Gouvernement : Santé publique dans les Antilles, Chalus Ary, *Journal officiel de la République française - Compte rendu : débats - Assemblée nationale*, 14 avril 2015, (Réf. n°18256)

Mardi 14 avril 2015, la ministre de la Santé Marisol Touraine, lors de la séance de questions au gouvernement a évoqué une « consultation des élus des territoires concernés », préalable posé comme incontournable à l'installation d'un Tepsican et du cyclotron associé, dans les départements français d'Amérique. Une réponse qui fait suite à l'interpellation du député Ary Chalus sur « l'absolu nécessité, d'associer les Outre-mer aux décisions prises en matière de Santé, afin de pallier durablement aux décalages persistants avec la métropole ».

Article – Bilan des épidémies de dengue aux Antilles-Guyane de 2012 à 2014, Ledrans Martine, *Bulletin de veille sanitaire : Cellule interrégionale d'épidémiologie Antilles Guyane*, Mars 2015, n°2/3, 29 p., (Réf. n°18262)

Article – Épidémies multiples dans des camps d'orpaillage en forêt amazonienne (Guyane française) en 2013 : quelles leçons pour l'accès aux soins et à la prévention ?, Mosnier Émilie ; Carvalho Luisiane ; Ledrans Martine, *Bulletin épidémiologique hebdomadaire*, 14 avril 2015, n°11-12, 9 p., (Réf. n°18263)

Début mars 2013, une épidémie de diarrhée avec syndrome respiratoire aigu fébrile, touchant une communauté d'orpailleurs travaillant sur un même site en forêt tropicale, a été signalée aux autorités sanitaires par le Centre délocalisé de prévention et de soins de Maripasoula (Guyane française). La présence de ces germes pathogènes et leur association reflètent les conditions de précarité sanitaire et de promiscuité importante existant dans ces camps d'orpaillage. Cette épidémie illustre les besoins et risques sanitaires élevés de cette population et l'intérêt d'un renforcement des mesures d'hygiène et de mesures de prévention ciblées.

Article – Prévalences du surpoids et de l'obésité chez l'adulte en Nouvelle-Calédonie : résultats du Baromètre santé 2010,

Corsenac Philippe ; Roth Adam ; Rouchon Bernard ; Hoy Damian, *Bulletin épidémiologique hebdomadaire*, 14 avril 2015, n°11-12, 10 p., (Réf. n°18264)

Les prévalences de surpoids et d'obésité sont plus importantes en Nouvelle-Calédonie qu'en métropole ; elles sont comparables à celles observées en Australie et en Nouvelle-Zélande, mais moins importantes que dans d'autres pays insulaires de la région Pacifique.

Article – Les prestations familiales et de logement, en Métropole et dans les DOM : 50 milliards d'euros en 2013, Lhommeau Bertrand, *Etudes et Résultats : DREES*, Avril 2015, n°912, 6 p., (Réf. n°18250)

La direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) des ministères sociaux publie une synthèse sur "Les prestations familiales et de logement, en métropole et dans les DOM". Les données présentées sont celles de l'année 2013. Le principal enseignement est que le montant total de ces deux familles de prestations frise les 50 milliards d'euros (49,63 milliards). Pour mémoire, ce total était de 44,41 milliards d'euros en 2008, ce qui correspond à une progression de 11,8% en cinq ans.

Société

Article – Reportage : Mayotte, L'île aux enfants perdus
Müller Olivia, *Les Inrockuptibles*, 15 avril 2015, 6 p., (Réf. n°18224)

A Mayotte, dernier-né des départements français, un habitant sur deux a moins de 17 ans. Parmi eux, de nombreux enfants survivent, sans droits ni ressources, dans la misère la plus totale. Zoom sur un scandale oublié, noyé dans l'océan Indien.

Question ministérielle – Question écrite : Affectation d'un hélicoptère pour le service départemental d'incendie et de secours de Guyane [n°10546], Patient Georges, *Journal officiel de la République française - Questions - Réponses : débats - Sénat*, 26 mars 2015, (Réf. n°18209)

M. Georges Patient attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur l'affectation d'un l'hélicoptère pour le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de Guyane.

Question ministérielle – Question écrite : outre-mer - DOM-ROM : Guadeloupe - sécurité publique. forces de l'ordre. effectifs [n°55777], Chalus Ary, *Journal officiel de la République française - Questions - Réponses : débats - Assemblée Nationale*, 7 avril 2015, 2 p., (Réf. n°18261)

M. Ary Chalus demande quelles dispositions permanentes sont envisagées pour assurer la pérennité d'un dispositif sécuritaire efficient, en Guadeloupe.

Communiqué de presse – Huit initiatives pour accélérer et étendre la mise en œuvre du plan de réduction du risque requin à La Réunion, Pau-Langevin George, *France. Ministère des outre-mer*, 24 avril 2015, 2 p., (Réf. n°18244)

Face à la situation de crise que traverse La Réunion et consciente de l'urgence d'une réponse déterminée, la ministre des Outre-mer, George Pau-Langevin, a annoncé, vendredi 24 avril 2015 à La Réunion, huit initiatives destinées à accélérer la mise en œuvre du plan de réduction du risque requins.

Rapport – Etude sociologique : Mieux comprendre pour mieux agir : approche sociale de la crise requin, Jaccoud Arnold, *La Réunion. Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement*, La Réunion, Octobre 2014, 172 p., (Réf. n°18238)

De janvier à octobre 2014, le sociologue Arnold Jaccoud a rencontré tous les acteurs de la crise requin : usagers, professionnels de la mer, représentants d'associations, institutionnels, journalistes. Des dizaines d'entretiens pour tenter de mettre des mots sur les maux. Il en découle ce rapport de près de 200 pages avec des enjeux et des préconisations.

En complément, [article de presse de Linfo.re du 27/02/2015](#)

En pièces jointes : Synthèse des travaux remis à la DEAL de La Réunion.

- Stratégie de communication de la Gestion de la réduction du risque requin

Article – Crise requins : Arnold Jaccoud : "Ne pourrait-on pas, enfin, associer la totalité des acteurs de la crise aux processus de décision ?", Jaccoud Arnold, *Clicanoo : Journal de l'île de la Réunion*, 23 avril 2015, 1 p., (Réf. n°18239)

Co-auteur d'un rapport sur la crise requins à La Réunion, le psychosociologue nous livre son analyse de la situation et plaide pour une prise de conscience collective.

Article – Jérémy Florès : "l'Homme a créé un parc à requins à La Réunion !", Florès Jérémy, *LINFO.re*, 27 avril 2015, 4 p., (Réf. n°18245)

Champion de surf, Jérémy Florès a fait ses débuts à La Réunion. Le surfeur français le plus titré est né à La Réunion et il a décidé de s'exprimer ouvertement sur la crise requin. Dans son message, publié aussi sur sa page Facebook, Jérémy Florès répète qu'il n'existe aucun massacre de requin à La Réunion, demande le retour à la pêche des espèces non protégées et intrusives, se pose la question de savoir à qui profite cette situation, craint pour la santé du lagon et la disparition des requins de récif. Et assure qu'il sera toujours solidaire des surfeurs de La Réunion.

A lire aussi sur le [site de la Fédération Française de Surf](#)

Travail, emploi, formation professionnelle

Texte officiel – Circulaire du 8 avril 2015 relative à la mise en œuvre de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial, Lebranchu Marylise ; Rebsamen François, France. *Ministère de la décentralisation et de la fonction publique*, 8 avril 2015, 38 p., (Réf. n°18249)

Afin d'accompagner la mise en œuvre de l'apprentissage dans la fonction publique, cette circulaire précise les éléments spécifiques applicables aux contrats d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial.

Article – Le compte personnel de formation, El Morsli Meryem, *Actualités sociales hebdomadaires*, 24 avril 2015, n°2907, 6 p., (Réf. n°18248)

Depuis le 1er janvier 2015, un nouveau moyen d'accès à la formation est mis en place par le biais du Compte Personnel de Formation (CPF), qui remplace le Droit Individuel à la Formation (DIF). Comment est-il alimenté ? Qui peut en bénéficier ? Comment l'utiliser ? Le point sur ce nouveau dispositif.

Article – Les contraintes de travail sont souvent moins fortes à La Réunion qu'en France métropolitaine, Brassat Michel ; Le Grand Hervé, *Insee Analyses Réunion*, Avril 2015, n°6, 4 p., (Réf. n°18242)

Les salariés décrivent des conditions de travail plus souples à La Réunion qu'en France métropolitaine. Les contraintes de rythme notamment sont moins fortes, particulièrement pour les femmes. Près de la moitié des ouvriers qualifiés réunionnais y sont néanmoins exposés.

Vie politique

Vie politique nationale

Article – Déplacement de Madame George Pau-Langevin, Ministre des Outre-mer, en Polynésie française du lundi 9 au mercredi 11 mars 2015, *Service de presse et d'information, France. Ministère des outre-mer*, Mars 2015, (Réf. n°18215)

Programme de la visite officielle en Polynésie française de la Ministre des Outre-mer consultable sur le [site du Haut-commissariat](#)

Article – Déplacement de Madame George Pau-Langevin, Ministre des Outre-mer, à La Réunion et à Mayotte du jeudi 23 au samedi 25 avril 2015, *Service de presse et d'information, France. Ministère des outre-mer*, Avril 2015, (Réf. n°18265)

Guide – Le statut de l' élu(e) local(e) (à jour au 16 avril 2015)

Cerf Geneviève ; Mwendu Judith ; Roussel Julie ; Guinard Hélène, *Association des Maires de France*, Paris, Avril 2015, (Réf. n°18254)

Ce document, élaboré par les services de l'Association des Maires de France et régulièrement mis à jour, reprend toutes les dispositions relatives au statut de l' élu(e) local(e). Cette version, mise à jour au 16 avril 2015, intègre les dispositions directement applicables de la loi du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat.

Vie politique locale

Discours – Séance solennelle dans l'hémicycle du Congrès de la Nouvelle-Calédonie, le 24 avril 2015, Allocution de M. le Président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone, Bartolone Claude, *Nouvelle-Calédonie. Congrès*, 24 avril 2015, 21 p., (Réf. n°18240)

Dans le cadre de la constitution de la mission d'information sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie, M. Claude Bartolone, Président de l'Assemblée nationale, se déplace en Nouvelle-Calédonie du mardi 23 au mercredi 29 avril 2015 afin de rencontrer l'ensemble des formations politiques et des acteurs économiques et sociaux. Le Président de l'Assemblée Nationale s'est adressé, vendredi 24 avril aux élus du Congrès calédonien. Dans un discours volontairement consensuel, il a choisi de ménager les groupes loyalistes et indépendantistes, en affirmant que "l'État n'est pas partisan ni socialiste". "Il est impartial et c'est justement parce qu'il est impartial, qu'il peut être pleinement engagé à vos côtés et donc qu'il n'est pas simplement attentiste".
